

Selon le MR, la ville de Liège est paralysée

Les libéraux alignent les critiques à l'égard de la majorité

● C'est de bonne guerre: un an après les élections, l'opposition s'attelle à flinguer la majorité en place. La période est propice: la Ville fait face, en ce moment, à une périlleuse situation budgétaire qui va l'obliger à non seulement puiser dans ses réserves mais également envisager des sacrifices ou des opérations de vente de patrimoine. Ce n'est pas pour rien que la présentation du budget 2014, prévue les 12 et 13 novembre, a été reportée. En conclave budgétaire de manière quasi permanente, le Collège sèche sur sa copie...

«La Ville ne va pas pouvoir tenir le coup en attendant une hypothétique réindexation du fonds des communes en 2016», déclare la cheffe de groupe au Conseil, Christine Defraigne. «La Ville est paralysée, poursuit Christine Defraigne. Les recettes sont en deçà des espérances et malgré cela, la majorité PS-CDH continue de les surestimer: 154 millions d'euros au budget 2013 alors que le compte 2012 fait état de 148 millions d'euros de rentrées. Ce qu'il faut, c'est du courage politique pour oser prendre des réformes structurelles. Or, que voit-on depuis septembre? Le saupoudrage de subventions à une foule d'associations dont certaines, à caractère commercial, posent question. Il faut élaguer même si cela ne fera pas plaisir aux copains.»

Dans le collimateur, la subvention aux Ardentes ou celle à Liège-sur-sable. On sait que la Ville envisage de vendre une partie de ses 44 bâtiments communaux. Une opération «one-shot» que ne cautionne pas le MR: «Où sont les critères?» se demande le conseiller Louis Maraite. Christine Defraigne pointe la



Christine Defraigne tire à boulets bleus sur la majorité PS-CDH.

■ BELGA

C. Defraigne: Il faut du courage pour prendre les réformes structurelles

«schizophrénie» du bourgmestre, Willy Demeyer et le fait qu'il cherche un bouc émissaire pour justifier les difficultés communales. «Dans son discours des Fêtes de Wallonie, il annonce la catastrophe à venir, s'en prend à l'Europe et aux mesures d'austérité décrétées par Angela Merkel qui devient ainsi sa poupée Vaudou. Il oublie de dire qu'en tant que sénateur, il a voté le traité budgétaire européen et les normes qu'il

accuse. C'est schizophrénique! Il ne faut pas prendre les gens pour des idiots». La paralysie, le MR la voit dans d'autres secteurs communaux. «Une foule de chantiers sont entamés en même temps, c'est la galère pour les automobilistes. Pourquoi les chantiers ne sont-ils pas coordonnés, pourquoi les riverains sont-ils si mal informés? pose la cheffe de groupe des Libéraux. «À l'avant-veille du chantier du tram qui va bouleverser la vie du centre-ville, nous avons de très grandes craintes concernant

la vitalité du centre-ville et des professions libérales. Il est illusoire de croire qu'une infirmière utilisera le tram pour ses visites à domicile». «Il manque clairement des mesures d'accompagnement pour les chantiers et la Ville sous-estime les dégâts occasionnés à l'activité économique», ajoute le conseiller Gilles Foret qui soutient la création d'un parking souterrain au parc d'Avroy. «Une véritable intermodalité ne peut s'envisager sans la voiture». ■ PHILIPPE BODEUX

DEUX DOSSIERS AVANCÉS PAR LE MR

La majorité PS-CDH est-elle également paralysée lorsqu'il s'agit de participation citoyenne ?

Les libéraux liégeois avancent deux dossiers pour lesquels le débat contradictoire et la prise en compte de l'avis des citoyens restent à quai. «Je constate que certains sujets de société comme la prostitution ou la toxicomanie sont systématiquement postposés, déclare la conseillère Elisabeth Frai-

point. Le nouveau règlement d'ordre intérieur du Conseil prévoyait la possibilité, pour les citoyens liégeois, d'interpeller directement en séance les membres du Collège. C'est une commission des requêtes qui devait examiner et valider ces interpellations: elle ne s'est pas encore réunie une seule fois!»

Dans un autre domaine, le conseiller Louis Maraite constate une absence de débat global sur le tram. «Tout ce à quoi nous avons droit, ce sont des séances d'explication sur tel ou tel point de la procédure, sans véritable débat. Or, je constate un certain tramoscepticisme dans la population liégeoise.» Le MR a

donc décidé de lancer un sondage en ligne pour mesurer les attentes et les avis des Liégeois sur le dossier du tram. «D'ici le mois de mai et l'octroi du permis, il reste du temps. Nous voulons mesurer le tramoscepticisme des Liégeois», rétorque Louis Maraite. ■ PH.BX

LIEGE

Collecte des déchets : la solution liégeoise est chère

● À l'instar d'autres grandes villes, Liège veut abandonner le sac payant pour le double conteneur à puces: un pour les déchets organiques et l'autre pour le reste des ordures ménagères. Une solution qui a prouvé son efficacité en matière de réduction du poids des déchets. Mais qu'en est-il du coût? Deux chercheurs de l'ULg-HEC -Axel Gauthier et Sophie Ringster- publient ce mois-ci, dans la revue «Regards Économiques», une brève étude sur la question. Premier enseignement: le moyen technique (conteneur ou sac) a peu d'influence sur le coût par habitant. Ensuite, la collecte en régie publique a un coût comparable à celle effectuée par le privé. Enfin, la délégation hybride (confier le marché à Intradel qui, à son tour, le sous-traite au privé, comme l'a décidé la Ville lors du dernier Conseil) est la forme organisa-



■ DR

tionnelle la plus coûteuse. «Cela peut s'expliquer par l'accumulation des coûts de transactions liés à ces délégations de service et par le manque de compétition dans le secteur de la collecte», déclare les chercheurs. Bref, la solution de collecte choisie par Liège s'avérerait la plus onéreuse tandis que la mise en place d'une régie publique ne serait pas plus chère qu'une sous-traitance directe au privé. À méditer... ■ PH.BX

FLÉMALLE

Huit taxes communales vont augmenter ce soir

● Ce soir, le conseil communal de Flémalle va voter une série de taxes pour 2014, et certaines jusqu'en 2019. Commençons par une bonne nouvelle: les deux principales taxes touchant les Flémallois, c'est-à-dire les additionnels à l'impôt des personnes physiques et au précompte immobilier n'augmentent pas. Elles restent à 8% pour la première, et à 2.700 centimes additionnels pour la seconde. Isabelle Simonis, la bourgmestre de Flémalle: «Nous n'avons pas voulu augmenter les taxes touchant directement les citoyens.» Bonne nouvelle, aussi, pour les entreprises, puisque la taxe sur la force motrice n'augmentera pas, elle non plus. Pourtant, ce soir, huit taxes ou redevances vont augmenter. Lesquelles? Il y a d'abord celle qui porte sur la distribution gratuite d'imprimés non adressés, c'est-à-dire les toutes-boîtes: elle devrait rapporter à la commune 30.000 euros de plus. Il y a ensuite la taxe sur les panneaux publicitaires, celle sur les banques et les institutions financières, ou encore celle sur les pylônes et les mâts GSM. Plus directe pour les citoyens, la re-



Isabelle Simonis.

■ BELGA

devance sur la délivrance de documents administratifs va passer de 5 à 10 euros, mais la gratuité est maintenue pour les cartes d'identité des enfants. La redevance sur le débouchage des raccordements particuliers à l'égout augmente elle aussi, tout comme celle sur la délivrance des renseignements urbanistiques et celle sur le traitement des dossiers urbanistiques. C'est, en tout cas, la volonté de la majorité PS au conseil communal... ■ CH. L.

BLEIGNY - MOBILITÉ

Deux autos électriques pour la commune

● Depuis quelques jours, deux voitures électriques, blanches et lettrées aux couleurs de l'administration communale, circulent dans les rues de

Blegny. La commune de Blegny fait partie des premières de la région à avoir opté pour des véhicules respectueux de l'environnement. ■



Des voitures respectueuses de l'environnement.

■ DM

VANESSA PARADIS

FORUM, LIÈGE

SAMEDI 2 NOVEMBRE 2013

TICKETS: 04 223 18 18

WWW.LEFORUM.BE

20296420

SP20296420/MR-E



POLITIQUE

LIÈGE

LIÈGE, VILLE paralysée ?

▶ C'est l'avis des libéraux, qui ne sont pas tendres avec la majorité en place "depuis 25 ans"

▶ Il y a un an tout juste, la nouvelle majorité PS-CDH était élue à Liège... Avec un certain agacement, les libéraux liégeois ont tenu à tirer un bilan de cette première année de la législature 2012-2018, non sans constater que la majorité était en place depuis... 25 ans. On s'en doutera, la critique est peu élogieuse.

Plusieurs dossiers sont en stand by permanent, dit le MR

L'INAUGURATION

de l'Émulation, de l'Opéra, de la gare du Grand Curtius ou le projet du tram, tout cela est de la poudre jetée aux yeux des citoyens, estime le MR. Pour Christine Defraigne et ses collègues, "cette majorité est un vieux couple essoufflé". "Paralyse", voilà de quoi souffriraient le PS et le CDH. Au sens propre tout d'abord, avec "tous les chantiers entamés en même temps, la coordination est inexistante". Dans ce contexte, on craindrait presque de voir débiter le chantier du tram...

Mais c'est au sens figuré que la paralysie effraye le plus, "financièrement". "Il va falloir faire des choix" poursuit la cheffe de groupe, "car pour l'instant, on ne nous dit rien, il n'y a pas de direction". Cible des critiques : ces économies structurelles qui s'imposent ou ces subsides incessants délivrés tous azimuts... "il faut du courage politique même si ça doit décevoir quelques petits copains".

La rénovation de Droixhe, l'espace Tivoli ou la lutte contre la drogue sont des exemples cités par les libéraux, qui évoquent "ces dossiers qui n'avancent pas".

LE PARKING SOUTERRAIN au parc d'Avroy est sur les rails puisque le marché de concession est lancé. "Mais pour rappel, la même décision a été prise pour le parking quai-sur-Meuse, il y a plus de 11 mois et à ce jour, il n'y a toujours pas eu d'attribution du



▶ Pour Christine Defraigne, il faut faire des choix financiers, quitte à "décevoir quelques petits copains". © DEVOGHEL

marché", constate Gilles Foret, qui remarque au passage que le dossier des parkings relais est aussi au point mort.

Pour Raphaël Miklatzki, l'inaction est tout aussi nocive relativement au commerce. Alors que l'ASBL du Commerce liégeois a mis la clé sous le paillason, le conseiller fustige la multiplication des grandes enseignes, "qui ne pourra que se révéler contre-productif [NDLR:

pour le petit commerce]".

De son côté, Pierre Gilissen s'inquiète de l'avenir du futur Centre international d'art et de culture pour lequel rien ne bouge depuis la décision visant à assurer une gestion publique. Le point faible du dossier? Le budget de fonctionnement qui s'élève à 750.000 €. tout juste plus que celui du futur centre de la Céramique à La Louvière.

M. B.

Pas d'interpellation citoyenne

▶ Élisabeth Fraipont dénonce l'absence de mise en place de la commission des requêtes

▶ Le nouveau règlement d'ordre intérieur, adopté le 25 février puis le 27 mai 2013, prévoit bien la possibilité pour les citoyens liégeois d'interpeller directement les membres du collège communal (bourgmestre et échevins), lors d'une séance publique du conseil communal.

Comme le constate la conseillère libérale Élisabeth Fraipont, toutefois, à ce jour, on ne constate aucune interpellation d'habitants de la Ville de Liège

au conseil communal. Un constat regrettable, estime la conseillère, puisqu'il s'agit "de l'expression d'une démocratie participative non négligeable".

POUR CETTE DERNIÈRE, l'absence d'interpellations est pourtant logique et n'est en aucun cas causée par l'inintérêt liégeois pour la chose politique. Outre le problème de communication, "la commission des requêtes n'a jamais vu le jour".

Difficile dans ce contexte d'interpeller le collègue effectivement. "La démocratie participative citoyenne existe-t-elle vraiment?"



▶ Élisabeth Fraipont.

pseudo-consultation encadrée pour l'élaboration de son projet de ville 2012-2022. Si elle a orga-

nisé cela, elle doit être tout aussi capable d'assumer le droit d'interpellation citoyen".

Dans le même registre, Louis Maraite, conseiller libéral fraîchement élu, s'étonne de l'absence de consultation pour des dossiers "capitaux"... comme le tram. "Il y a une absence totale de débat sur ce dossier important, même lors des commissions, ce sont des avis d'experts qui exposent des décisions déjà prises."

Bien que partisan du projet, il estime donc que la population est en droit de s'exprimer. Un questionnaire destiné aux Liégeois interrogera donc ces derniers sur leur intérêt réel pour ce mode de transport qui semble s'imposer à Liège. Si vous avez des choses à dire...

M. B.

TRIBUNAL LIÈGE

Handicapé tabassé pour rien...

▶ Éric s'est imaginé que la victime était en train de lui voler sa voiture!

▶ Souvent, les périodes de fin d'année sont propices à un bel esprit de Noël... Pourtant, à la veille du réveillon de l'année 2011, à Liège, tout le monde n'était pas à la fête.

En effet, un homme, infirme moteur cérébral, s'est fait littéralement rosser alors qu'il attendait sagement son papa au volant de son véhicule... Le tout parce que son bourreau, complètement ivre et sous l'effet de médicaments, a cru qu'il lui avait volé sa voiture!

Ce jour-là donc, le conducteur handicapé était garé place Saint-Denis pour attendre son papa qui se trouvait chez un cordonnier. À un moment donné, Éric, qui sortait d'un café, a vu le véhicule de cet homme et il a cru qu'il s'agissait de sa voiture qu'il n'arrivait pas à retrouver tant il était ivre!

IL A ALORS PORTÉ de violents coups au conducteur. Éric a cassé le nez de sa victime et également repoussé le père de cette dernière... L'homme a dû cuver pendant près de 10 heures avant de pouvoir être entendu. Il ne se souvenait de rien sauf qu'il pensait qu'on lui avait volé sa voiture.

"Je ne savais plus où j'avais garé ma voiture. J'ai eu un trou noir. J'ai attaqué la personne qui était au volant. Tout ce que je peux faire, c'est m'excuser, je n'ai aucune excuse pour justifier ce que j'ai fait."

Le parquet a requis 10 mois de prison avec sursis probatoire. La défense a plaidé la suspension du prononcé et la peine de travail.

Sarah Rasujew

Liège est paralysée, selon le MR

POLITIQUE Nombreuses critiques à l'égard de la majorité PS-CDH

- ▶ Des chantiers qui perturbent la vitalité du centre-ville.
- ▶ Un manque de courage politique pour procéder à d'indispensables mesures d'économie.
- ▶ Et un bourgmestre schizophrène qui trouve en l'Europe un bouc émissaire.

C'est de bonne guerre : un an après les élections, l'opposition s'attelle à flinguer la majorité en place. La période est propice : la Ville fait face, en ce moment, à une périlleuse situation budgétaire qui va l'obliger à non seulement puiser dans ses réserves mais également envisager des sacrifices ou des opérations de vente de patrimoine. Ce n'est pas pour rien que la présentation du budget 2014, prévue les 12 et 13 novembre, a été reportée. En conclave budgétaire de manière quasi permanente, le collège sèche sur sa copie...

« La Ville ne va pas pouvoir tenir le coup en attendant une hypothétique réindexation du fonds des communes en 2016 », déclare la cheffe de groupe au conseil, Christine Defraigne. « La Ville est paralysée, poursuit Christine Defraigne. Les recettes sont en deçà des espérances et malgré cela, la majorité PS-CDH continue de les surestimer : 154 millions d'euros au budget 2013 alors que le compte 2012 fait état de 148 millions d'euros de rentrées. Ce qu'il faut, c'est du courage politique pour oser prendre des réformes structurelles. Or, que voit-on depuis septembre ? Le saupoudrage de subventions à une foule d'associations dont



A cause des chantiers, la circulation automobile fait du surplace. Comme la Ville de Liège, grince le MR. © MICHEL TONNEAU.

certaines, à caractère commercial, posent question. Il faut élargir même si cela ne fera pas plaisir aux copains. » Dans le collimateur, la subvention aux Ardentes ou celle à Liège-sur-sable. On sait que la Ville envisage de vendre une partie de ses 44 bâtiments communaux. Une opération « one-shot » que ne cautionne pas le MR : « Où sont les critères ? » se demande le conseiller Louis Maraite.

Christine Defraigne pointe la « schizophrénie » du bourgmestre Willy Demeyer (PS) et le fait qu'il cherche un bouc émissaire pour justifier les difficultés communales. « Dans son discours des Fêtes de Wallonie, il annonce la catastrophe à venir, s'en prend à l'Europe et aux mesures d'austérité décrétées par Angela Merkel qu'il devient ainsi sa poupée Vaudou. Il oublie de dire qu'en tant que sénateur, il a voté le traité budgétaire européen et les normes qu'il accuse. C'est schizophrénique ! Il ne faut pas prendre les gens pour des idiots. »

La paralysie, le MR la voit dans d'autres secteurs communaux. « Une foule de chantiers

ont entamés en même temps, c'est la galère pour les automobilistes. Pourquoi les chantiers ne sont-ils pas coordonnés, pourquoi les riverains sont-ils si mal

« Il manque clairement des mesures d'accompagnement pour les chantiers »

informés ? pose la cheffe de groupe des libéraux. A l'avant-veille du chantier du tram qui va bouleverser la vie du centre-ville, nous avons de très grandes craintes concernant la vitalité

du centre-ville et des professions libérales. Il est illusoire de croire qu'une infirmière utilisera le tram pour ses visites à domicile. »

« Il manque clairement des mesures d'accompagnement pour les chantiers et la Ville sous-estime les dégâts occasionnés à l'activité économique », ajoute le conseiller Gilles Foret qui soutient la création d'un parking souterrain au parc d'Avroy. « Une véritable intermodalité ne peut s'envisager sans la voiture. » ■

PHILIPPE BODEUX

Participation citoyenne en berne

La majorité PS-CDH est-elle également paralysée voire tétanisée lorsqu'il s'agit de participation citoyenne ?

Les libéraux liégeois avancent deux dossiers pour lesquels le débat contradictoire et la prise en compte de l'avis des citoyens restent à quai.

« Je constate que certains sujets de société comme la prostitution ou la toxicomanie sont sys-

ématiquement postposés, déclare la conseillère Elisabeth Fraipont. Le nouveau règlement d'ordre intérieur du conseil prévoyait la possibilité, pour les citoyens liégeois, d'interpeller directement en séance les membres du collège. C'est une commission des requêtes qui devait examiner et valider ces interpellations : elle ne s'est pas encore réunie une seule fois ! Comment expliquer

l'absence d'interpellations de citoyens si ce n'est par l'absence

« D'ici l'octroi du permis, nous voulons mesurer le "tramoscepticisme" des Liégeois »

LOUIS MARAITE

de publicité ? Par contre, pour adouber son projet de Ville, la majorité PS-CDH ne rechigne pas sur les dépenses. Aurait-elle

peur des interpellations plus critiques des citoyens ? »

Dans un autre domaine, le conseiller Louis Maraite constate une absence de débat global sur le tram. « Tout ce dont nous avons droit, ce sont des séances d'explication sur tel ou tel point de la procédure, sans véritable débat. Or, je constate un certain "tramoscepticisme" au sein de la population liégeoise. »

Le MR a donc décidé de lancer un sondage en ligne pour mesurer les attentes et les avis des Liégeois sur le dossier du tram.

En quoi cette démarche pourrait-elle changer la donne ? « D'ici le mois de mai et l'octroi du permis, il reste du temps. Nous voulons mesurer le "tramoscepticisme" des Liégeois », rétorque Louis Maraite. ■

Ph.Bx

LAURENCE WAUTERS



Tintin et Milou reviennent dans un album collector!

Du Crabe rouge au Crabe aux pinces d'or

Le Soir propose à ses lecteurs «Du Crabe rouge au Crabe aux pinces d'or». Un album inédit et historique de 144 pages au format portrait (L 225xH297mm), reconstituant pour la première fois l'intégralité de l'histoire du «Crabe aux pinces d'or», des premières planches parues dans Le Soir-Jeunesse en 1940 aux dernières cases imprimées dans Le Soir «volé». Le récit est enrichi de gags de Quick et Flupke et de dessins inédits créés par Hergé pour Le Soir-Jeunesse lorsqu'il en était rédacteur en chef. Pour obtenir cet album au prix exceptionnel de 14€, remettez à votre libraire le bon à découper dans Le Soir.

* Action valable jusqu' au 13 /12/2013. Hors prix du journal et dans la limite des stocks disponibles.

EN
LIBRAIRIE
ALBUM
EXCLUSIF
14€*

LE SOIR
J'y vois clair

Marché en quête de renouveau

Quasi cinquantenaire, il est en proie à des difficultés mais tente de se diversifier.

AGROALIMENTAIRE

En octobre 2014, il aura précisément cinquante ans et il peut donc se targuer d'une longue histoire. Il, c'est le Marché de Liège, non celui bien connu de la Batte qui se tient chaque dimanche à ciel ouvert mais le centre de distribution couvert qui fut inauguré le 3 octobre 1964 à Droixhe. Jusqu'au début des années 60, ce marché matinal réunissant des grossistes en produits frais se tenait dans le centre-ville de Liège et c'est à cette époque que marchands privés, Ville et Province se sont réunis, décidant ensemble de créer une société coopérative qui prendra le nom de Marché de Liège.

Près de cinquante ans plus tard et après moult attermoissements, il semble que ce dernier soit à la croisée des chemins. Il y a plusieurs années, les administrateurs publics du Marché de Liège, toutes couleurs politiques confondues, tiraient même la sonnette d'alarme, évoquant des difficultés budgétaires et la nécessité d'entamer une diversification. Le risque d'une mort pure et simple de cette vénérable institution sise dans le quartier de Bressoux-Droixhe

était même mis en avant à l'époque.

A l'heure actuelle, il semble selon nos informations que de l'ordre ait – enfin diront certains – été remis dans les finances suite à l'arrivée cette année d'un nouveau directeur en remplacement d'André Lacroix. C'est du moins ce que confirme Elisabeth Fraipont, administratrice libérale du Marché de Liège: "L'arrivée à la direction de M^r Heynen, un expert-comptable, fut positive". Mais il n'en reste pas moins que budgétairement parlant, la situation ne serait pas encore rose, loin s'en faut... En outre, une nécessité de se diversifier, et ce face aux grands ensembles de type Metro ou autres, est encore soulignée par d'aucuns dont l'administratrice MR, laquelle fait toutefois référence à plusieurs exemples relevant.

Enfin, la situation du Marché de Liège est également à mettre en parallèle avec celle des Abattoirs publics de Liège et de Waremme, constitués en intercommunale depuis 1989 et localisés à proximité de ce dernier. Si le volet finances ne serait pas en cause ici, il se dit que la problématique serait à peu près la même en ce qui concerne la diversification, les abattoirs liégeois étant dépendants d'un client unique. On nous assure qu'une réflexion est en cours et que cela s'inscrit dans le développement d'un pôle agroalimentaire sur le site de Bressoux-Droixhe mais ce dernier peine toutefois à voir le jour.

Bruno Boutsen

Le contournement de Hannut, on y arrive

Le 7 novembre, après 20 ans d'attente, les automobilistes pourront l'emprunter

TRAVAUX

C'est un dossier de vingt ans qui arrive enfin à son terme", souffle Hervé Jamar, le bourgmestre de Hannut qui est plutôt satisfait de voir les travaux du contournement toucher à leur fin. "C'est un dossier que j'ai eu dans les mains dès que je suis devenu bourgmestre".

Le tronçon long de 1,3 kilomètre, le dernier chaînon de ce contournement va enfin être ouvert au trafic. Deux millions d'euros ont été consacrés à cet important chantier qui doit permettre de désengorger le centre-ville. Il permettra aussi de soulager les routes des

villages de l'entité de Hannut.

Les travaux du contournement avaient débuté en 2000. Ils avaient été suspendus à plusieurs reprises notamment faute de budget. C'est en septembre de l'année dernière que le chantier avait enfin repris. Avant cela, le bourgmestre de Hannut avait tenté de relancer le dossier en interrogeant à 21 reprises les ministres qui se sont succédé aux Travaux publics.

Alors que les travaux avançaient à grands pas, il avait été envisagé d'ouvrir le contournement pour septembre. Des finitions devant encore être réalisées, il avait alors été décidé d'ouvrir à la mi-octobre. Quelques jours de pluie ont empêché le traçage des lignes sur la nouvelle voirie et la date du 7 novembre a été retenue. "La décision a été prise de terminer entièrement les finitions avant d'ouvrir le contournement", explique Hervé Jamar.

A. Vbb.

Une Ville paraly

Les libéraux liégeois font le bilan un an après les élections communales.

POLITIQUE

Quasi un an jour pour jour après les élections locales d'octobre 2012, le MR liégeois s'est posé la question de savoir quel bilan on peut tirer de l'action du collège communal. La réponse ne fait bien entendu aucun doute pour les libéraux, leur cheffe de groupe au Conseil communal de Liège en tête. C'est ainsi que d'emblée, Christine Defraigne, entourée pour l'occasion de plusieurs de ses lieutenants à l'exception notable de quelques-uns (voir ci-dessous), a fait le constat d'un immobilisme de la majorité PS-CDH en place depuis 25 ans désormais et qui fut reconduite l'an dernier. "Il est certes peut-être un peu prématuré pour faire un bilan mais les premiers constats ne sont pas rassurants", a ainsi jugé celle qui a succédé à Didier Reynders comme cheffe de file des libéraux liégeois. Et cette dernière d'évoquer, au sujet de l'alliance entre socialistes et humanistes à la Ville, "une impression d'un vieux couple usé, essoufflé dont les membres ne s'entendent plus" ainsi qu'"un sentiment de surplace" dans le chef de ces partis. La preuve en est notamment donnée, selon Christine Defraigne, par le nouveau "Projet de Ville 2012-2022" qui n'est selon elle qu'"une resucée" des précédents.

Avant d'évoquer plusieurs dossiers qui fâchent, les membres du groupe MR au Conseil communal de Liège ont tenu à adresser deux "bons points" à la



Le MR liégeois a décidé de lancer une enquête

majorité en place, à savoir la promesse de construction d'un stade pour le Royal Football Club Liégeois (en abrégé RFCL) et la décision intervenue concernant le parking prévu en sous-sol du boulevard d'Avroy. Et de faire également référence aux inaugurations récentes d'"une majorité strass, champagne et cotillons" dont celle du tout nou-

Epinglé

Le MR dans quel état après un 14 octobre noir ?

Analyse A l'heure où le MR liégeois a souhaité faire un bilan de l'action ou plutôt, a-t-il jugé, de l'inaction du collège communal PS-CDH, on peut aussi se demander où il en est en interne un an après ce qui fut pour lui une débandade électorale. En effet, malgré les sourires de circonstance, Christine Defraigne et consorts n'en menaient pas vraiment large au soir d'un 14 octobre 2012 particulièrement noir, électoralement parlant. A cet égard, Philippe Monfils, ancien ministre et sénateur qui fut également conseiller communal liégeois, nous fait remarquer que des 24 communes de son arrondissement, Liège est la seule où le MR a chuté. C'est ainsi qu'emmené pour la première fois à la Ville par Christine Defraigne, laquelle avait remplacé Didier Reynders, il avait dû se contenter de 21 % des suffrages (soit 5 % de moins qu'en 2006), perdant au passage trois conseillers communaux. Cette débâcle, quoi qu'en disent les uns et les autres, a succédé à une période de troubles internes qui ne sont, selon d'aucuns, pas encore apaisés. Ainsi, le clash datant de 2009 entre les pro et les anti Reynders est encore dans toutes les mémoires et certains comme Michel Péters, lequel n'était d'ailleurs pas présent au point-pressé de ce mercredi tout comme d'autres élus libéraux, semblent ne pas encore avoir digéré cet épisode. En outre, et cela est d'ailleurs pointé par un observateur avisé du libéralisme principautaire qui a préféré conserver l'anonymat, le MR liégeois n'a pas été ces derniers temps avare en cafouillages et flottements en tous genres. Ainsi, les positionnements contraires des uns et des autres dans le dossier Tecteo – un dossier qui n'en finit pas de faire jaser (voir ci-contre) – n'ont pas servi le MR qui n'a pas non plus été sans brouiller les pistes dans le dossier Arcelor Mittal. **B.B.**

sée, dit le MR

sur la pertinence du projet de tram, et ce afin de mesurer "le tramo-scepticisme" des Liégeois.

veau Théâtre de Liège. Mais à ces points positifs ont rapidement succédé un jugement bien plus négatif. Ainsi, prenant pour exemples quelques dossiers en cours, dont celui des conteneurs à puce où la majorité a, selon elle, fait marche arrière grâce à l'intervention de son parti, Christine Defraigne a dénoncé "une paralysie" de la Ville. Laquelle se matérialiserait tout d'abord par des problèmes de mobilité en raison des multiples chantiers ayant cours actuellement sur le territoire liégeois. "Tous les chantiers ont été entamés en même temps et la coordination est inexistante", a estimé la cheffe de groupe du MR, donnant divers exemples dont ceux des travaux quai Godefroid Kurth et au Sart Tilman et s'inquiétant du chantier à venir du tram.

Pour les libéraux liégeois, la paralysie de la Ville est aussi financière. Et Christine Defraigne, faisant référence au récent discours du bourgmestre aux fêtes de Wallonie, d'épingler "la schizophrénie et le double jeu du PS" en la matière, lequel cherche selon elle un bouc émissaire aux difficultés budgétaires actuelles de la Ville. "La Ville a dû puiser dans ses réserves et ne tiendra pas jusqu'en 2016", a jugé la cheffe de file du MR, estimant que "le collège devra faire preuve de courage politique". Et d'évoquer, entre autres, parmi les mesures d'économie jugées nécessaires, des synergies entre la Ville et le CPAS, une remise à plat des subventions accordées tous azimuts par ce dernier, une vision

claire en ce qui concerne la rationalisation immobilière ainsi qu'un monitoring de l'opération de statutarisation du personnel communal. Mais il n'est pas question à ce stade d'une augmentation des taxes dont le rendement ne serait pas conforme aux prévisions.

Pour le reste, les conseillers libéraux présents ce mercredi autour de leur cheffe de groupe (Elisabeth Fraipont, Gilles Foret, Raphaël Miklatzki, Pierre Gilissen et Louis Maraite) ont dénoncé tour à tour "des effets d'annonce" dans le chef de la majorité. "Il y a une peur pour la majorité d'être confrontée à certains sujets de société", a estimé Elisabeth Fraipont, faisant référence en la matière aux dossiers de la prostitution et de la toxicomanie. Cette dernière a aussi regretté l'absence de mise en place d'une commission des requêtes chargée d'examiner les interpellations citoyennes, ce qui est selon elle de nature à bafouer la démocratie participative. De son côté, Gilles Foret est revenu sur la question des parkings en ouvrage et notamment celui du quai sur Meuse. "Cela fait 56 mois que le collège a pris la décision de construire ce parking et on ne voit toujours rien venir", a-t-il fustigé. Enfin, Louis Maraite a déploré "une tramo-dépendance" de la Ville ainsi que l'absence de débat sur le sujet. "Nous avons décidé de lancer une enquête sur la pertinence du projet de tram, et ce afin de mesurer le tramo-scepticisme des Liégeois", a-t-il annoncé.

Bruno Boutsen

ArcelorMittal

De nombreux ouvriers aux funérailles d'Alain Vigneron

Entre 300 et 400 personnes, parmi lesquelles de nombreux ouvriers et délégués syndicaux de l'entreprise, ont assisté mercredi matin à Blegny aux funérailles d'Alain Vigneron, le travailleur d'ArcelorMittal qui a mis fin à ses jours ce week-end et a laissé une lettre d'adieu dans laquelle il dénonce la fait que "Monsieur Mittal lui a tout pris; sa fierté, sa politesse, et le courage de se battre pour sa famille". La cérémonie religieuse a débuté par la lecture, par un de ses collègues, de cette lettre d'adieu. La direction d'ArcelorMittal a de son côté annoncé avoir pris "les mesures nécessaires" pour permettre à tous les travailleurs qui le souhaitaient d'assister aux funérailles. "Les lignes de production ne continueront à fonctionner le temps des obsèques que si les conditions de sécurité sont remplies", avait indiqué la direction. (Belga)

Faits divers

Une bombe chez un ferrailleur

Mercredi vers 9 heures, un particulier qui vidait sa maison s'est rendu chez CashMetal, situé sur l'île Monsin, pour y déposer une série d'objets. Dans le lot se trouvait une bombe de la Guerre 40-45. Les responsables de l'entreprise ont alors déployé le plan de sécurité prévu dans ces circonstances. La police et le service de déminage d'Hervelee se sont rendus sur les lieux. Un large périmètre de sécurité a été installé. L'intervention a duré deux heures mais le travail s'est poursuivi sur les autres zones du site. La bombe a été emmenée par les démineurs. Il s'agissait d'une bombe vide qui servait d'objet de décoration. (Belga)

SNCB

Une locomotive de secours aux Guillemins

La gare de Liège-Guillemins disposera dès décembre d'une locomotive de secours. Cela permettra de diminuer le temps d'attente en cas de dépannage sur la ligne entre Liège et Louvain. A l'heure actuelle, les trains qui tombent en panne sur la ligne à grande vitesse reliant Liège à Louvain sont contraints d'attendre qu'une locomotive de secours arrive depuis Louvain. Le 9 août, une panne survenue peu avant la gare d'Ans avait provoqué l'immobilisation du train et l'attente des passagers, qui avaient alors décidé de sortir à pied et avaient ainsi interrompu le trafic dans cette zone. Une situation qui ne devrait plus se répéter après le 15 décembre. (Belga)

Hôpitaux

Une délégation vietnamienne en visite au CHU de Liège

Quatorze collaborateurs politiques et directeurs d'hôpitaux vietnamiens ont été accueillis mercredi par les responsables du CHU de Liège et ont pu découvrir l'hôpital chirurgical de jour. Cette rencontre avait pour but de leur faire découvrir les collaborations entre l'Université de Liège et le Vietnam. Depuis le début des années 2000, différents services du CHU entretiennent des liens particuliers avec ce pays asiatique, comme ceux de chirurgie cardio-vasculaire, de médecine générale ou encore d'ORL qui a développé un programme d'implants cochléaires à Saigon pour les enfants sourds. Des médecins et infirmiers vietnamiens sont chaque année formés par le CHU. À travers ces collaborations, l'ULg entend aider à la mise en place d'une médecine familiale et générale de première ligne au Vietnam. (Belga)

D'un jour à l'autre

Un plat qui se mange froid

L'affaire Tecteo a semé une belle zizanie tant au MR (voir ci-contre) qu'au CDH où on n'a pas fini de s'étriper sur le sujet. Ainsi les journaux du groupe Rossel annonçaient-ils hier la démission de Janine Wathelet de son mandat d'élue humaniste au Conseil provincial. Celle qui est aussi la mère de Melchior Wathelet J' a pris sa décision après le rejet d'une motion qu'elle avait déposée pour appeler à plus de transparence de la part de l'intercommunale. Et de dénoncer non seulement la majorité PS-MR mais aussi le groupe CDH qui, dit-elle, "n'a pas marqué une opposition assez nette". Une belle pierre dans le jardin de Dominique Drion, vice-président de Tecteo, qui pour rappel fut aussi naguère un opposant notoire à l'arrivée à Liège d'un certain... Melchior Wathelet. Il n'est jamais trop tard pour renvoyer l'ascenseur. P.V.

SUITE DE LA GAZETTE DE LIÈGE EN PAGE 51.